

France-Allemagne : torts partagés



ERIC GARAUDET



La vérité, escamotée à Paris, c'est que la qualité de la dépense compte aussi

QU'EST-CE QUE la « solidarité » ? Début mai, lors du rassemblement biennal de l'Église évangélique allemande, Gesine Schwan, une personnalité politique de la gauche, l'a définie comme « l'aptitude à se remettre en question, la faculté de donner autant que recevoir ». Si le débat franco-allemand était plus souvent posé en ces termes, il serait assurément plus fécond que les accusations mutuelles « d'égoïsme ». Car chaque pays a ses torts.

Après la chute du mur de Berlin, en 1989, une bonne partie de la classe politique française a manqué à la solidarité : au lieu de se réjouir de la fin d'un régime abominable et de la séparation de nombreuses familles allemandes, la plupart des dirigeants français ont déploré leur grandeur perdue. Au lieu d'inviter le pays à retrousser ses manches pour rester dans une course plus compétitive, le choix a été fait de travailler moins et de reporter des réformes incontournables. Au niveau européen, les dirigeants français successifs ont misé sur « l'Europe des États »... au moment même où l'État français perdait du terrain. Choix étrange, dont l'effet aujourd'hui est de donner à l'Allemagne, forte de sa puissance, une première place incontestée, au détriment des institutions communautaires. Car quand l'Allemagne, dans les années 1990, voulait les renforcer, Paris n'a jamais daigné répondre. Sans compter que les Allemands ont sacrifié le mark à l'Europe, en contrepartie d'engagements de discipline et de sérieux que les Français, comme d'autres partenaires du Sud, ont violés

de manière répétée. Pour les Allemands, ce sont des dérobades, tout comme le « non » au référendum de 2005.

Ceux qui imputent nos difficultés aux « politiques d'austérité dictées par M^{me} Merkel » éludent les responsabilités nationales. Un assainissement budgétaire trop brutal risquerait bien sûr d'aggraver la récession mais, si la dépense publique suffisait à créer durablement la croissance, la France serait la Chine de l'Europe. La vérité, escamotée à Paris, c'est que la qualité de cette dépense compte aussi. Or, notre école produit bien trop d'illettrés, notre formation professionnelle n'est pas adaptée aux besoins des entreprises, nos collectivités locales sont pléthoriques, etc.

En Allemagne aussi, certains racontent n'importe quoi. Les bénéficiaires que ce pays retire de la construction européenne sont largement sous-estimés. L'unification allemande a été financée à des taux qui ont pesé sur la croissance des voisins. L'industrie allemande a profité massivement de l'adhésion de nouveaux pays à l'Union européenne, où elle a trouvé des sous-traitants et des clients. Les soi-disant « aides » aux pays en difficulté ne sont souvent que des prêts. C'est avant tout la défense du cadre commun, une « charité bien ordonnée » faite par les Allemands à eux-mêmes.

Cessons donc de nous demander ce que doivent faire les autres pour nous et pour l'Europe. Et de nous invectiver avec un sentiment de supériorité. Agissons tous dans l'intérêt commun. C'est cela, la solidarité. ●

* *Dernier ouvrage publié :*

De la démocratie en Europe, avec Mario Monti, Éd. Flammarion, 252 p. ; 18,50 €.

Chaque semaine, retrouvez en alternance Sylvie Goulard, Guy Aurenche, Michel Godet, Amin Maalouf, Cécile Renouard et Gaël Giraud.